

El Salvador

réforme démocratique, en éliminant notamment les dirigeants des autres partis politiques.

Puis, en janvier 1980, il y a eu démission de presque tous les civils qui faisaient partie du gouvernement. Cela a mis fin à tous les espoirs auxquels avait donné lieu le régime qui avait vu le jour à peine un an et demi auparavant. Depuis un an, la junte, qui est désormais composée de militaires et de civils les plus réactionnaires, ne se maintient au pouvoir que par la force des armes. Elle a néanmoins prétendu avoir entrepris une grande réforme économique. En fait il s'agissait de réformes qu'en apparence. Le gouvernement qui est au pouvoir depuis janvier de l'année dernière n'a pas apporté de véritable réforme humaine, mais plutôt ce qu'on a qualifié de «réforme par la mort». C'est-à-dire que l'objectif fondamental du régime a été d'exterminer toute opposition par la répression générale d'une violence presque incroyable.

Robert White, l'ancien ambassadeur des États-Unis, écrit dans un article du *Times* de New York que j'ai lu hier qu'on a tué entre 5,000 et 6,000 enfants sur un simple soupçon. Ce but inhumain d'éliminer farouchement toute opposition a été dissimulé sous des propositions dites de réforme agraire dont l'OXFAM et de nombreux autres organismes ont dit qu'elles n'étaient que supercherie. Cette politique de fausse réforme agricole allait de pair avec une autre prétendue réforme du système bancaire qui, en réalité, n'a rien changé à la structure du crédit du pays.

Quels résultats ces mesures ont-elles eus? Ils sautent aux yeux. Il fallait s'y attendre à cette étape du XX^e siècle et avec un régime de ce genre. Tous les moyens pacifiques de changement ayant été neutralisés par les militaires, les partis d'opposition et d'autres organismes, y compris les diverses Églises, en sont venus à la conclusion que le peuple du Salvador ne pourrait obtenir sa liberté, des droits réels et un régime démocratique qu'en faisant une insurrection.

Les États-Unis ont déjà eu un président sans égal du nom de Thomas Jefferson et les Américains devraient comprendre mieux que tout autre peuple que lorsqu'un pays est gouverné par un régime oligarchique et tyrannique, la population ne peut répondre à la violence systématique et organisée de l'État que par la violence. C'est regrettable, mais c'est ainsi.

La junte militaire qui est au pouvoir a toujours gouverné par la violence systématique et universelle, mais le peuple, pour résister au régime, a créé le Front révolutionnaire démocratique. J'ai quelque chose à dire à ce sujet. Le Front a été créé pour coordonner les efforts de plus de 40 associations comprenant des prêtres et des professionnels modérés, des sociaux-démocrates, des démocrates chrétiens dissidents et, oui, quelques marxistes. Le chef de ce mouvement Manuel Ungo, est en exil au Mexique à l'heure actuelle. Son but n'est pas d'établir un régime autoritaire d'extrême-gauche; bien au contraire, son objectif officiel, qui reflète bien sa composition hétérogène, est la création d'une démocratie politique d'économie mixte qui ne soit pas alignée internationalement sur l'une ou l'autre des

grandes puissances. C'est certes là un très bon objectif pour un peuple opprimé.

Aux dernières nouvelles, 15,000 personnes au moins ont été tuées au Salvador, victimes pour la plupart des forces armées et de leurs escouades semi-officielles de la mort. Il y a des tueries en grand nombre, ce qui est, bien entendu, tout à fait inacceptable. L'autre côté a aussi tué sans discernement. C'est ce qui arrive au cours d'une guerre civile, mais il ne subsiste aucun doute quant à la principale source, le principal agent de ce conflit: il s'agit de la junte militaire, la droite. Les corps mutilés des victimes du régime militaire jonchent les rues de la capitale. Des gens parmi les plus paisibles du pays ont été assassinés. Monseigneur Oscar Romero, l'archevêque de San Salvador, a été descendu au pied de l'autel de son église, en mars dernier, parce qu'il appuyait les aspirations légitimes des pauvres du Salvador.

Plus récemment, le 4 octobre, on découvrait le cadavre mutilé du porte-parole des droits de la personne, Maria Magdalena Henrigues, dans un faubourg de San Salvador. L'une des tragédies les plus atroces fut l'assassinat, en mai dernier, par les membres de la garde nationale salvadorienne de plus de 600 paysans qui tentaient de passer la frontière pour fuir au Honduras.

Le Salvador est en réalité dans un état de guerre civile sanglante causée par un régime de droite. Les autorités américaines actuelles tentent de cacher ce fait en continuant à décrire la junte actuellement au pouvoir comme l'expression de la modération entre l'extrémisme violent de la gauche et de la droite. La réalité est bien différente. La junte fait partie de l'extrême-droite et est dépourvue de tout support populaire dans le pays. Elle n'a pas un soupçon de légitimité morale et est donc totalement instable. Voici ce qu'écrivaient William LeGrande et Carla Anne Robbins dans un numéro récent de *Foreign Affairs*:

Washington semble incapable de comprendre qu'au Salvador, comme auparavant au Nicaragua, les forces centristes que les États-Unis perçoivent comme leurs alliés se sont ligüées aux forces mêmes que les États-Unis considèrent comme leurs ennemis naturels—la gauche radicale. Les centristes ne sont plus au centre... L'opposition récemment unifiée de la gauche et du centre-gauche regroupe tout le monde sauf le gouvernement et l'extrême-droite.

Telle est la réalité au Salvador, contrairement à ce que l'actuel département d'État américain voudrait nous faire croire. Je regrette de devoir dire que les gens qui montrent le plus de zèle à donner de la junte l'image soigneusement arrangée d'un gouvernement «modéré et réformiste» sont les partisans et les conseillers du président récemment élu des États-Unis, qui avait annoncé au cours de la période de transition présidentielle que le gouvernement Carter avait favorisé au Salvador les réformes sociales au lieu de s'en tenir aux valeurs fondamentales. Comme le dit Alexander Cockburn dans le dernier numéro de *Harper's*, dans les circonstances actuelles, «... le principe de base est bien connu: d'abord, entrer en contact avec le dictateur», ce qu'on appelle faire preuve de fermeté, «et ensuite, l'appuyer» et vous justifier en plaidant la loyauté envers vos alliés, «peu importe combien de gens il massacre.»